



PRIDE NOCTURNE

VENDREDI 2 JUIN 2023

**Interventions, slogans et
informations pratiques**



**A L'APPEL DU COLLECTIF
INTERSECTIONNEL POUR
L'EMANCIPATION LGBTI+**

INTERVENTION SUR LA SANTE

Bonsoir à toutes et tous,

Ce soir, à Clermont-Ferrand, comment dans de nombreuses villes de France durant ce mois des fiertés, nous défilerons pour faire valoir l'accès aux droits et à la santé des personnes LGBTQI+.

Nous mettons face à leurs responsabilités l'Etat, les médias et les personnalités politiques auteurs-rices ou relais de déclarations LGBTQIphobes qui éloignent les publics visés du soin.

Nous dénonçons vigoureusement la banalisation actuelle des propos LGBTQIphobes, visant particulièrement les personnes trans et les chemsexuels.

Les discours réactionnaires portés par des officines d'extrême droite ainsi que par certaines organisations et personnalités transphobes trouvent un écho aussi important que scandaleux dans la presse. Ainsi, une étude menée par l'Association des Journalistes Lesbien(ne)s, Gay, Bi(e)s, Trans (AJL) révèle que la moitié des articles traitant de transidentité en a une approche approximative ou erronée et qu'un sur quatre est même anti-trans.

Certains médias, réagissant à un fait divers tragique, ont également récemment multiplié les approximations et biais homophobes pour traiter de la question du chemsex, stigmatisant et isolant toujours plus les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes.

Cette libération de la parole transphobe et homophobe est d'autant plus inquiétante qu'elle s'inscrit dans un contexte d'augmentation des cas de transphobie et, plus largement, des actes anti-LGBTQI+, en hausse de 28% entre 2020 et 2021.

Ces violences restreignent l'accès aux soins, aux traitements et à la prévention des personnes qui en sont victimes, alors qu'une personne LGBTQI+ sur deux affirme s'être déjà sentie discriminée lors d'un parcours de soins. Inacceptables en soi car ils brisent des vies, les propos et actes LGBTQIphobes nourrissent aussi les épidémies de VIH et des hépatites

Face aux LGBTQIphobies, nous demandons d'assurer l'accès aux droits et à la santé des personnes LGBTQI+ avec :

- Le renforcement des moyens d'action des victimes de refus de soins discriminatoires, notamment par la reconnaissance des actions de groupe ;
- Le renforcement de la formation et la sensibilisation des professionnels-les de santé pour lutter contre les refus de soins sérophobes et LGBTQIphobes et la mise en place de sanctions renforcées ;
- Le financement de parcours en santé, notamment dans les associations communautaires, pour accompagner les populations LGBTQI+ les plus éloignées du soin et de la santé ;
- La garantie de l'accès à la santé et à la prévention des personnes migrantes LGBTQI+, particulièrement vulnérables aux VIH et hépatites, par le financement et le développement d'actions de prévention spécifiques ;
- Un accompagnement en santé des chemsexuels porté par des acteurs-rices communautaires en santé et la présence de structures du soin formées aux spécificités du chemsex sur tout le territoire.
- Le développement de nouvelles offres en santé communautaire, incluant notamment le développement de centres de santé communautaires et le financement des actions d'aller-vers ;
- La garantie d'un changement d'état civil libre et gratuit des personnes trans, sur simple déclaration auprès d'un-e officier-e de l'état-civil ;
- La simplification et la dépsychiatriation de la prise en charge médicale et la couverture à 100% du parcours de transition.

Parce que les LGBTQIphobies tuent, protégeons-nous !

INTERVENTION SUR LA JEUNESSE

Bonsoir à toutes et à tous,

Nous voilà présents et présentes ce 2 Juin 2023 pour manifester en faveur des droits des personnes LGBTI+.

Cette journée est la descendante des émeutes de Stonewall et a pour but de montrer notre colère, la colère que nous portons face à un pays et surtout un gouvernement qui souhaite mettre nos droits à mal. C'est le cas dans de plus en plus de pays, notamment aux États-Unis.

Aujourd'hui dans 15 états des Etat-Unis les mineur·e·s transgenres n'ont plus le droit de transitionner et sont même dans l'obligation de détransitionner. Les institutions et notamment l'école ont l'obligation de mégenrer et d'utiliser le deadname des individu·e·s. En France, ce n'est évidemment pas complètement pareil. Néanmoins les droits des personnes LGBTI ne sont pas aussi avancés que nous le voudrions.

A l'université nous poussons pour faire évoluer la situation et permettre aux étudiants et aux étudiantes d'avoir de meilleurs droits. Cela passe par la possibilité d'être inscrit·e·s à l'Université avec son prénom d'usage et par la même occasion permettre aux étudiants et aux étudiantes de se faire genrer de la bonne manière grâce à une procédure simple, systématiquement validée par le président de l'Université. Au CROUS c'est la même chose, le CROUS Clermont-Auvergne permet depuis plus d'un an la mise en place de ce dossier afin que les usagers et usagères du CROUS puissent aussi se faire appeler par leur prénom d'usage.

Pour autant la mise en place de ces dossiers administratifs ne règle qu'en petite partie les problématiques LGBTI+, d'autant plus aujourd'hui où le ministère de l'éducation nationale ne prononce rien en faveur des lycéens et lycéennes. Les personnes LGBTI+ font à côté de ça partie des jeunes les plus précaires à l'Université de par le coup des rendez-vous médicaux qui ne peuvent se faire par le SSU qui n'est pas formé sur ces questions-là. Cela s'illustre aussi de par le cout des différentes opérations possibles ou du matériel à acheter comme les blinder. Ceci est à ajouter au fait que les jeunes LGBTI+ sont plus souvent en rupture familiale donc bénéficient moins de l'aide économique de la famille.

Les jeunes sont aussi les plus attaqués sur les questions de LGBTI+ phobie. Aujourd'hui encore dans les services de santé de l'Université, les personnels ne sont pas formés et trop souvent en manque d'effectifs pour pouvoir apporter les réponses aux questions des étudiants et étudiantes LGBTI+. Pareil pour les personnels psychologues qui ne sont pas formés à aider les étudiantes et étudiants LGBTI+ qui peuvent les contacter.

A Clermont-Ferrand et ce depuis maintenant 3 ans, la fédération de lutte contre la précarité menstruelle met en œuvre tous les moyens possibles pour permettre aux étudiants et étudiantes de ne pas se retrouver en précarité menstruelle, en distribuant gratuitement des protections périodiques jetables et réutilisables pour permettre à chacun et chacune de subvenir à ses besoins.

Aujourd'hui l'un des projets les plus important est celui de pouvoir aussi fournir des caleçons menstruels aux étudiants et étudiantes concernés par les menstruations.

Aujourd'hui nous revendiquons la formation des personnels universitaires et notamment de la santé, des formations ayant pour but d'aider les étudiants et étudiantes LGBTI+, des moyens suffisant pour toutes et tous ainsi que la mise en place du prénom d'usage dans les lycées et les collèges.

INTERVENTION SUR LE TRAVAIL

Bonsoir tous.tes,

Nous sommes présents ce 2 juin 2023, pour manifester en faveur des droits des personnes LGBTI+.

Cette marche descend en ligne directe des émeutes de Stonewall et de la structuration et de l'organisation des différentes communautés LGBTI+ pour la défense de leurs droits humains fondamentaux. Le rapport annuel 2023 de SOS Homophobie, publié le 16 mai dernier, fait principalement état d'une persistance des violences LGBTQIphobes et d'une aggravation du nombre de situations de transphobie.

Le monde du travail demeure un des principaux lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTQIphobies : injures, harcèlements, mépris, « outing » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière, etc. Le niveau de protection des salariés-es est toujours très insuffisant.

Car oui en 2023 les LGBTI+ doivent encore et toujours lutter pour leurs droits. Dans beaucoup de pays du monde, l'homosexualité constitue un crime puni de prison voir de condamnation à mort. Plus largement dans les pays occidentaux, ces droits ont été remis en question, rognés voir abrogé comme aux États-Unis où les droits des LGBTI+ ont été mis à mal et ont reculé comme jamais auparavant depuis le début ces mouvements de luttes. En France, en cette période de lutte contre le recul de l'âge de la retraite à 64 ans et pour la retraite à 60 ans à taux plein, à laquelle participent des millions de travailleurs-es depuis de longs mois, nous attirons l'attention sur les conséquences particulièrement néfastes pour les personnes LGBTQI+. En effet, les discriminations, les inégalités salariales et de carrière dont sont victimes les personnes LGBTQI+ ont des répercussions sur le montant de leur pension. Les conséquences des coming-outs auprès des employeurs – pouvant aller jusqu'au licenciement et aux périodes de privation d'emploi qui en découlent – ainsi que les parcours de transition parfois complexes qui induisent des carrières hachées, ont un impact sur la durée de cotisation. La réforme viendrait aggraver sérieusement et accentuer la précarité des personnes LGBTQI+.

Sans compter que les discriminations que subissent les personnes LGBTQI+ ont des conséquences sur les salaires, ce qui a été maintes fois prouvé et dénoncé. On attend toujours des résultats concrets ! On attend aussi des résultats quant aux discriminations à l'embauche, aux évolutions et aux ruptures de carrières dont ils et elles sont particulièrement victimes.

En France aussi ces droits sont attaqués avec une violence en recrudescence de la part d'organisations d'extrême droite, fondamentalistes religieuses et plus largement par les parties politiques d'extrême droite. Au-delà de ces partis racistes, xénophobes et discriminatoires, ne nous y trompons pas, l'inaction générale à sa part de responsabilité dans l'augmentation des violences à l'encontre des personnes LGBTI+. En cette année anniversaire de la loi dite du « Mariage et de l'adoption pour tous.tes, le niveau des droits reste encore à améliorer et notamment en ouvrant l'accès à la PMA aux personnes TRANS et en donnant les moyens d'un accès effectif pour tous.tes à la procédure.

Rappelons aussi que la menace des idées de l'extrême droite est de plus en plus prégnante. Lorsque l'extrême droite est au pouvoir, les droits de toutes et tous sont systématiquement remis en question. L'extrême droite prolifère sans cesse en exacerbant les clivages et divisions de la société et des travailleurs et travailleuses sur des motifs discriminants. Nous rappelons enfin que les insultes LGBTphobes, tout comme les insultes sexistes ou racistes pour dénoncer des adversaires ou contradicteurs, y compris les injures dites « passées dans le langage courant », véhiculent des stéréotypes LGBTphobes et ne peuvent être tolérées, dans l'engagement syndical et associatif, comme ailleurs dans la société.

Le combat contre l'homophobie et la transphobie nécessite une vigilance de tous les instants, et en particulier sur les lieux de travail. Ce combat ne pourra se gagner qu'en agissant au quotidien contre toutes les formes de discrimination. Il faut mettre un terme aux agressions LGBTphobes, notamment au travail, mettre fin aux agressions physiques et sexuelles auxquelles sont particulièrement exposées les personnes trans et intersexes. Nous exigeons un renforcement des moyens de diagnostic des pratiques discriminatoires dans les entreprises, notamment en donnant plus de moyens à l'inspection du travail, en augmentant les pouvoirs du défenseur des droits et par le renforcement des sanctions sur le plan juridique en cas de discrimination.

Lutter contre l'homophobie et la transphobie doit reposer sur l'engagement de chacun ET sur l'action des collectifs, dans lesquels ces travailleurs qui vivent ces violences au quotidien ont toute leur place.

Pour les organisations syndicales, l'émancipation et l'égalité des droits est l'une de nos valeurs communes essentielles, mais ce combat est une lutte de tous les instants, dans laquelle elles doivent jouer un rôle autant que de leur devoir de défendre aux mieux les personnes qui en sont victimes.

C'est ensemble et par la lutte sociale que nous ferons reconnaître les droits des LGBTI+ et plus largement de toutes les personnes victimes d'oppressions !

Bonne marche des fiertés à toutes et tous.

INTERVENTION SUR L'INTERNATIONAL

L'an dernier nous avons évoqué les différentes offensives réactionnaires que nous, personnes LGBTI, subissons. De la loi "don't say gay" aux USA aux lois du régime de Viktor Orbán en Hongrie, nous avons déjà recensé nombre de reculs sur nos droits dans les différents pays. Seulement, la situation aujourd'hui n'est pas plus enviable. En effet aux USA, nombre d'états ont adopté des lois visant à bloquer toute possibilité aux enfants de transitionner et permettant d'en retirer la garde aux parents les soutenant. On a aussi constaté des débats autour de la présence de personnes transgenres dans le sport, avec encore une loi adoptée aux USA interdisant l'accès aux compétitions sportives pour les personnes trans. On a aussi vu l'arrivée au pouvoir de la fasciste Georgia Meloni en Italie. Mais il y a aussi en France, où la réforme des retraites que l'on ne présente plus est profondément sexiste, LGBTI-phobe et raciste. Nous avons subi énormément d'attaques en un an, et ces attaques ont en commun le système capitaliste. Ce système qui prend bien des formes à travers les pays, fonctionne par les oppressions, et l'oppression des LGBTI ne déroge pas à la règle. On constate chaque année que les différentes attaques (législatives, médiatiques, etc) touchent tous les pays, à l'internationale, et nous ne devons pas oublier une chose : Notre existence est politique. Il est primordial pour notre lutte, pour pouvoir survivre, exister, de saisir le lien entre capitalisme et LGBTI-phobie. Il nous faut savoir identifier notre ennemi et trouver collectivement les moyens de le combattre. C'est pourquoi nous devons montrer notre solidarité envers toutes les victimes des oppressions à travers le monde. C'est pourquoi nous devons faire bloc avec les personnes racisées, sexisées, handi.e.s du monde entier. C'est pourquoi nous devons allier fierté et revendications. D'exister nous sommes fier·e·s, pour vivre nous nous battons ensemble !

Mais le tableau n'est pas tout noir non plus.

Des avancées pour nos droits ont été reconnues dans plusieurs pays grâce à la lutte des personnes LGBTI. Au Chili, une révolution citoyenne a permis l'adoption du mariage pour toutes et tous. Malheureusement, les réactionnaires et les fascistes ne rendent pas les armes et essaient de reprendre le pouvoir. Au Mexique, les luttes ont notamment permis d'accéder à la légalisation du mariage pour tous et toutes. À Cuba, la population a largement adoptée par référendum la réforme du Code de la Famille, ouvrant la voie au mariage pour toutes et tous, à la PMA pour toutes et à la GPA non marchande.

Mais ne nous y trompons pas, partout où nous conquérons des droits, les réactionnaires et les fascistes ne sont jamais très loin pour les remettre en cause dès que possible. L'extrême droitisation d'une partie de l'Occident menace les droits durement conquis, il faut donc être intransigeant·e·s avec toutes les tentatives de remise en cause de nos libertés, du professeur qui refuse de genrer correctement une personne trans, jusqu'au candidat qui proclame sur les plateaux télévisés qu'il existerait un "grand endoctrinement" LGBTI. C'est par la solidarité internationale, et seulement celle-ci, que nous empêcheront les réactionnaires des différents pays de casser nos conquêtes sociales.

Solidarité avec les LGBTI du monde entier !

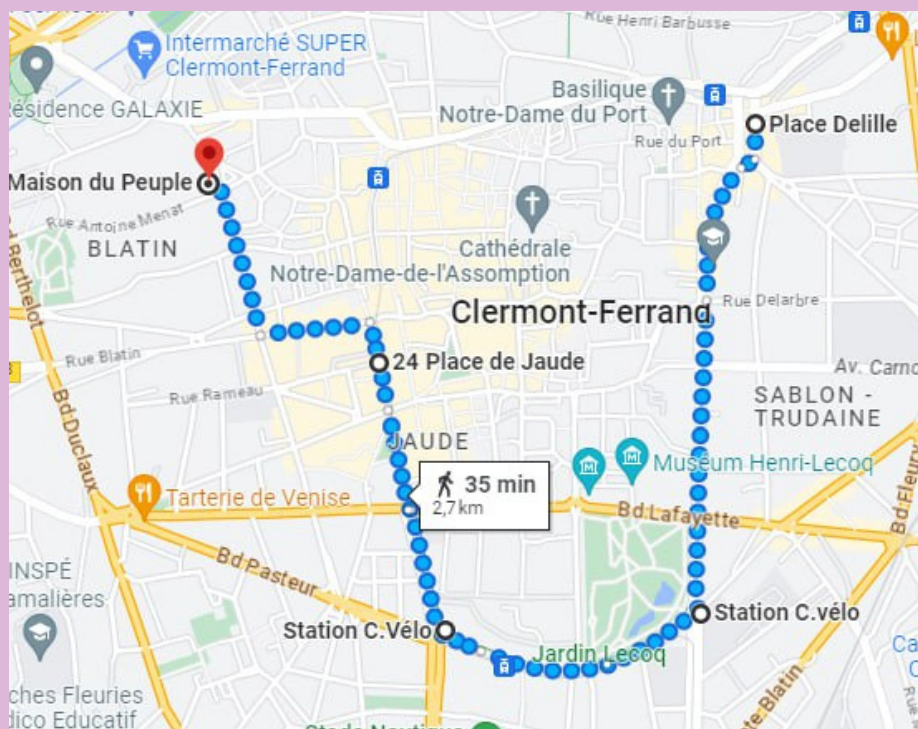
INFORMATION PRATIQUE

• ACCESSIBILITÉ:

- Masques, bouteilles d'eau et bouchons d'oreilles disponibles avant et pendant la marche
- Possibilité de faire le parcours depuis le camion
- Parcours accessible en fauteuil roulant
- Chaises à disposition pour les moments statiques
- Cortège calme à l'arrière de la marche
- Ne pas publier une photo d'une personne sans son autorisation / flouter son visage

Un service d'ordre (identifiable par des brassards) sera présent tout le long de l'évènement pour assurer la sécurité de tou·te·s

• Parcours de la marche:



À ceux qui veulent
Nous voler nos droits/Casser la PMA
Nous répondons
Résistance !

Fier·e·s déter et pas près de se taire !

Dans les rues clermontoises

Tout le monde chantait

PMA on t'aime

Et on va te gagner

Si les fachos s'en mêlent

On va tout faire péter !

Contre la haine
des femmes,
des gouines et des PDs
Tou·te·s ensemble
On va lutter !

SLOGANS

Mon corps
Mes choix
Et ferme ta gueule !

Aha anti-antipatriarcat !

Pas d'quartier pour les fachos
Et pas d'fachos dans nos quartiers !

On est là (x2)

Même si Macron le veut pas,

Nous on est là !

Contre le patriarcat,

Parce que mon corps c'est mon choix,

Même si Macron le veut pas

Nous on est là !

On est là (x2)

Même si Macron le veut pas,

Nous on est là !

Contre le patriarcat,

Pour l'égalité des droits

Même si Macron le veut pas

Nous on est là !

Siamo tutti antifascisti !